



Contrôleur des lieux de privation de liberté : trois rapports toujours accablants pour Mayotte



Changement de braquet dans la lutte contre l'illettrisme

LE JOURNAL DE MAYOTTE

JDM N° 3021 - Édition du Jeudi 28 Novembre 2024



Façonner les compétences pour faire du tourisme une locomotive de l'île

COMMANDEZ
EN LIGNE



LIVRAISON
À DOMICILE



OU
RETRAIT EN
MAGASIN

ET PROFITEZ
JUSQU'À

-20%



MAYCENTRALE.COM

Votre nouveau site internet
de pièces détachées

VOITURE / SCOOT / PNEUS / TUNING



Dealer de partir

Suite à la montée en flèche des violence liées au narcotrafic, il semblerait que les pouvoirs publics commencent à s'apercevoir que la drogue « c'est pas cool ». Plus sérieusement, ils s'aperçoivent surtout qu'une prise de position ferme contre le trafic de drogue est potentiellement bon pour une carrière durable, à défaut d'en avoir l'énergie.

Le fléau des drogues ne date pourtant pas d'hier, sans pour autant qu'une politique adéquate et efficace n'ait pu voir le jour. L'indifférence politique sur le sujet fut proportionnelle au gain qu'aurait pu en tirer une personne réellement en charge d'un tel dossier. De cette grande indifférence, est née la tolérance totale, terreau nécessaire pour que les dealers soient à l'aise pour développer leur business.

Les drogues sont rendues populaires par les gens cools, riches et célèbres. Et on a tous envie de ressembler à des gens cools, à défaut d'être riches et célèbres. On parle alors de drogues à usage récréatif. Le terme est d'ailleurs bien choisi, car maintenant, les dealers écoulent leurs produits au plus près des cours de récré, amenant la violence à l'endroit même où on dispense un enseignement qui devrait servir de base à la construction d'une société sereine.

Pour justifier de l'effet cool de la drogue, on en vante son utilisation chez des personnes reconnues par leur génie, dans le monde des arts souvent. Comme si la drogue donnait du génie à qui en consomme. Il faut poser cette réflexion en terme inverse. Tous ces gens, Baudelaire, Hendrix, et autres musiciens ou hommes de plume, avaient déjà du génie avant d'être des consommateurs. Bien souvent, les drogues ont eu raison de leur génie, voire de leur vie.

Mais le côté sordide de ces petits trafics entre ennemis commence à dépasser la coolitude du produit. On déplore maintenant des morts régulièrement en marge de trafics. Tant que les morts restaient dans le sérail, aucun problème pour regarder ailleurs, tant que ça rapporte. Mais depuis que les morts sont des enfants et des gens du peuple, sans histoires, il est difficile pour les pouvoirs publics de continuer à fermer les yeux, faisant mine de découvrir l'ampleur du problème.

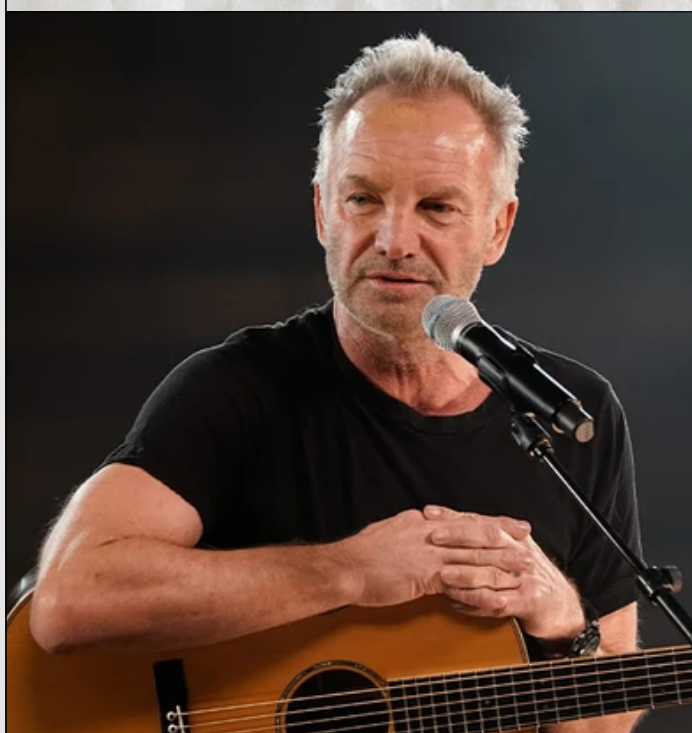
L'usage récréatif, tant vanté par ceux qui ont un intérêt à ce que le trafic continue de la sorte s'efface, laissant la place à toute la barbarie nécessaire pour que les petits commerçants sans scrupules puissent tranquillement écouler leurs substances, chères à des consommateurs en manque de vivre.

Les narcotrafiquants sont maintenant proches de mettre en péril la société toute entière, tant leur puissance en termes de pouvoir et de force brutale arrive doucement au niveau de ce que peut développer un état, dont on se demande comment il a pu se faire déborder pour atteindre maintenant un tel niveau d'inefficacité.



*“La cocaïne, c'est la façon qu'a
Dieu de nous montrer qu'on a trop
d'argent.”*

Sting



Économie : Le patrimoine naturel de Mayotte, un levier pour l'activité touristique de l'île



D'après l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), près de 50 % jeunes mahorais âgés de 16 à 18 ans et environ 65 % des salariés en entreprise éprouvent des difficultés à la maîtrise des savoir-faire de base.

Mercredi, une convention a été signée pour l'action de développement de l'emploi et des compétences dans le secteur du tourisme au Centre de plongée Happy Divers, à Mliha.

Happy divers mais pas encore « happy tourism »*. Mercredi, le préfet de Mayotte, la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), le Conseil départemental de Mayotte, l'agence d'attractivité et de développement touristique de Mayotte (AaDTM) et l'opérateur de compétences AKTO, se sont réunis au centre de plongée Happy Divers pour signer une convention pour l'action de développement de l'emploi et des compétences dans le secteur tourisme.

« On aurait pu le faire à Mamoudzou au Conseil départemental mais on a choisi un lieu touristique hautement symbolique pour montrer notre volonté d'accompagner le secteur. On voulait montrer tout le potentiel de notre biodiversité marine »,

commente El-Yamine Zakouana, Directeur régional d'AKTO. Pour lui, c'est surtout le parc naturel marin de 68 000 km² de Mayotte qui rend cette île aussi unique. « Sa richesse en matière de biodiversité marine est vraiment un potentiel ». Mais pour la rendre attractive, les acteurs locaux doivent pouvoir s'adapter aux mutations sociales, économiques et technologiques de la société moderne. « Il y a des mutations sociétales, technologiques et règlementaires, il faut prendre le virage de ces transitions écologiques et numériques, les entreprises de tourisme vont devoir s'y adapter », commente l'expert des formations professionnelles.

Un pot commun à 570.000 euros pour développer le tourisme

D'après lui, pour favoriser le développement touristique de l'île, la formation et la montée en compétences des forces locales est essentielle. « Certaines sont valables aujourd'hui mais plus demain. Pour

développer le tourisme de Mayotte, on a besoin d'une politique vraiment active en matière de développement des compétences. » Pour former les futurs professionnels du tourisme, attirer de nouveaux talents, fidéliser les salariés en renforçant leur engagement, sécuriser des parcours professionnels, préserver et valoriser l'environnement de Mayotte, 570.000 euros ont été mobilisés, par les acteurs. L'État et le groupe AKTO se sont engagés à hauteur de 190.000 euros chacun, le Conseil départemental a soutenu l'initiative en mobilisant 150.000 euros, et l'AddTM s'est impliquée à hauteur de 40.000 euros.

« Ce n'est pas qu'une question d'argent »

Mais El-Yamine Zakouana précise que le développement touristique de Mayotte « n'est pas qu'une question d'argent puisqu'au-delà de la contribution financière d'AKTO à cette action de développement de l'emploi et des compétences, l'ADEC, c'est la mise à disposition de nos compétences et nos expériences acquises dans le cadre de l'accord annuel sur l'engagement national de développement de l'emploi et des compétences, l'EDEC, qui va réellement développer les qualifications des forces locales d'aujourd'hui et demain ». L'intérêt de ces formations est qu'elles s'adressent à un public très large. « On forme des salariés déjà en place pour qu'ils renforcent leurs compétences ou élargissent leurs savoirs, les demandeurs d'emploi notamment les jeunes, mais aussi les indépendants pour soutenir les structures face aux changements. On accompagne aussi les organismes de formation directement et tous les acteurs qui peuvent être partie prenante pour le développement des compétences dans les secteurs du tourisme », explique-t-il.

Intégrer une « digitalisation de l'offre »

Lorsqu'il évoque ces « changements », le spécialiste de la formation professionnelle évoque surtout les défis climatiques et technologiques auxquels notre société est confrontée. Le 7 novembre dernier, une délégation nationale d'AKTO, pilotée par son président Laurent Barthélemy, s'était déplacée à Mayotte. Lors de rencontre auprès des partenaires locaux du Conseil d'Orientement Paritaire (COP), les experts de la formation faisaient ressortir des tensions « fortes ou très fortes d'emplois », sur les métiers clés, comme les métiers de la santé, du social et du médico-social, d'agent de Prévention Sécurité (APS), de Sécurité cynophile (ASC), de femme de chambre, de cuisinier, de commis de cuisine, ou de maçon. C'est dans cet esprit que El-Yamine souhaite insister pour renforcer le tourisme de Mayotte de façon globale : « Il faut s'appuyer sur les atouts locaux et notamment intégrer de nombreux aspects tels que la digitalisation de l'offre, de nouvelles méthodes de commercialisation, les dimensions écologiques. C'est un tourisme au sens global du terme. Ce n'est pas que des restaurants et des hôtels, on accompagne le secteur au sens large. »

Une offre de formation « très limitée »

Conscients que l'offre en matière de formations « n'est pas toujours disponible selon les domaines ciblés, en tout cas elle est très limitée », les acteurs impliqués dans le développement touristique de l'île ont annoncé la création d'un comité de pilotage composé d'acteurs locaux, qui suivra un calendrier bien précis de formations dispensées sur le territoire. « C'est un long travail de discussions, d'échanges et de concertation avec les acteurs locaux, pour travailler de façon constructive et concernée, et identifier les bons acteurs pour accompagner les salariés et les actifs pour le développement du tourisme de Mayotte. », explique



La digitalisation des compétences permet aux entreprises de s'approprier les technologies numériques, tout en transformant leur processus de gestion des compétences

le directeur régional d'AKTO.

Mayotte peine toujours à attirer des touristes

S'il reste prudent dans ses propos en expliquant qu'il est spécialisé dans la formation et non dans le tourisme, El-Yamine Zakouana pointe du doigt l'insécurité comme obstacle majeur au développement touristique de Mayotte. Lorsqu'il parle de « tourisme global », il cite l'exemple d'une nécessité de sécuriser certains espaces touristiques pour rassurer les étrangers qui viendraient à Mayotte pour la première fois : « Ce tourisme global est très vaste et les formations dispensées vont couvrir un éventail très large de métiers, pour permettre notamment la sécurisation des secteurs touristiques. » En effet, malgré des paysages idylliques, des plages aux eaux cristallines, des dauphins et des tortues à perte de vue, Mayotte peine à attirer des touristes. La plupart des visiteurs viennent pour rendre visite à leurs familles ou à des amis, mais rarement « par hasard », pour de simples vacances et envies de découvrir un nouvel endroit. En moyenne, Mayotte attire 74 000 touristes chaque année, contre plus de 550 000 touristes à La Réunion. L'insécurité, la crise de l'eau, la mise en place de barrages

pendant plus d'un mois et demi sur l'île, sont tout autant d'éléments qui chaque année, ternissent l'image de l'île hippocampe. Pour surpasser cela, le directeur régional d'AKTO mise sur une dimension globale du développement touristique, allant de la gestion des transports, qu'ils soient terrestres, maritimes, aériens, à l'accueil des touristes dans des zones attractives et protégées, pour découvrir des trésors mahorais encore trop méconnus.

*Joyeux tourisme (en anglais).

Mathilde Hangard.

Le Journal de Mayotte
<https://lejournaldemayotte.yt>

Edité par la SARL BARA au capital de 400 euros

CPPAP : 0126 Y 92314
I.S.N. : 2416-9714

Rédactrice en chef : Anne Perzo-Lafond
Directeur de publication: Bruno Mattéi

Contact commercial :
+33.7.85.05.96.59
pub@lejournaldemayotte.com

Justice : Contrôleur des lieux de privation de liberté : trois rapports toujours accablants pour Mayotte



Avec une durée moyenne de séjour de un à deux jours, le CRA de Pamandzi représente 64% des rétentions nationales

Prison, hôpital, CRA, et commissariat, le CGLPL a réalisé, du 2 au 13 octobre 2023, des missions de contrôle des lieux de privation de liberté de Mayotte. Au menu, des airs hélas connus : surpopulation carcérale, déficit des services en prison, insuffisance de lits en psychiatrie ou rattachement arbitraire des enfants aux adultes lors des reconduites. Pour être audible, il aurait fallu intégrer l'ensemble du contexte du territoire. Sans parti pris

La Contrôleure générale des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot, a organisé plusieurs missions du 2 au 13 octobre 2023, à Mayotte. Comme son nom l'indique, le CGLPL est chargé de contrôler le respect des droits fondamentaux des personnes que l'autorité publique a décidé d'isoler. Plusieurs établissements ont été visités : le centre pénitentiaire de Majicavo, le centre hospitalier de Mamoudzou, le centre de rétention administrative (CRA) de Pamandzi, les locaux de rétention administrative

de Petite-Terre et le commissariat de Mamoudzou. Dans l'ensemble des lieux visités, les contrôleurs rapportent des conditions d'enfermement et de prise en charge « gravement attentatoires aux droits fondamentaux et à la dignité des personnes enfermées ».

Commençons par le rapport sur le **Centre pénitentiaire de Majicavo**. Étant donné l'actualité récente, on s'attend évidemment à ce que le rapport enfonce des portes ouvertes, sans verser dans l'humour facile en ce qui concerne la prison. Il va au-delà en critiquant le comportement du personnel. Cinq contrôleurs ont donc effectué une visite inopinée du centre pénitentiaire de Majicavo du 2 au 6 octobre 2023. Il s'agissait d'une 2^{ème} visite, après celle de 2016, alors que le nouveau bâtiment avait été livré, mais déjà rempli. Pour une capacité de 278 places, « en 2023, le pic de 620 détenus a été atteint, dont 245 – soit plus d'un tiers – dormaient sur un matelas au sol », mentionne le rapport.

Qui pointe 23% d'absentéisme parmi

le personnel, et dénonce comme « notoirement insuffisants », « la compétence comme l'investissement de certains membres de l'encadrement intermédiaire », ce qui « entraînent des postures professionnelles inadaptées, empreintes de xénophobie tant vis-à-vis des détenus, dont 64 % sont étrangers, qu'au sein même du personnel de surveillance et vis-à-vis de l'encadrement non mahorais ». Rappelons que [le directeur a jeté l'éponge](#) en octobre dernier, officiellement pour manque de moyens.

Des déficiences multiples... dont la justice

Les conséquences de la promiscuité, « 35% dorment par terre » sont multiples, égrainent les contrôleurs : pas d'espace pour se mouvoir, accès aux soins et aux activités ralentis, et le tout aggravé par les coupures d'eau. Les services qui devraient s'y dérouler font défaut : l'accès aux soins somatiques est aléatoire, les possibilités de consultations psychiatriques pratiquement nulles, le point justice dysfonctionne, pas d'intervention des avocats, absence de permanences du délégué de la Défenseure des droits et d'une association spécialisée en droit des étrangers. « Les contrôleurs ont reçu un nombre incalculable de témoignages de détenus disant qu'ils n'ont jamais aucune réponse à leur requêtes, y compris lorsqu'ils sonnent aux interphones la nuit pour signaler des problèmes de santé graves ou des violences. Ils en conçoivent un sentiment d'amertume et d'abandon insuffisamment perçu par les autorités. »

Un contexte décrit dans un rapport provisoire que la CGLPL dit avoir remis le 11 juin 2024, aux autorités, « au chef d'établissement, au directeur du centre hospitalier de Mayotte, aux chefs de la juridiction judiciaire, au

préfet de Mayotte, au directeur général de l'Agence régionale de santé du département et au bâtonnier de l'ordre des avocats de Mayotte pour une période d'échange contradictoire d'un mois ». Sans réponse en retour. Une situation en effet connue de tous, qui n'a qu'un seul remède, la construction d'un 2^{ème} centre pénitentiaire, promis par Eric Dupond-Moretti, mais dont le foncier n'est pas encore finalisé.

La psychiatrie sous dotée

Deuxième établissement visité de manière « inopinée » du 2 au 5 octobre 2023, le **CHM**, plus particulièrement l'unité de psychiatrie, le service des urgences ainsi que les trois chambres dites carcérales situées dans les services d'hospitalisation du CHM. La psychiatrie reste on le sait, l'un des parents pauvres d'un hôpital lui-même démuné. L'unité compte toujours 10 lits d'hospitalisation, les mineurs de 16 ans sont hospitalisés en secteur adulte « ce qui est à proscrire » et les plus jeunes sont envoyés sur l'Ile de la Réunion, voire dans l'hexagone « ce qui porte atteinte à leur vie privée et familiale ». Au moment du contrôle, le budget alloué à la psychiatrie ne représentait qu'une douzaine de millions sur les 340 millions de budget global du CHM.

Là aussi, les conditions de séjour sont anormales. « Des personnes attendent au service des urgences du CHM dans des conditions indignes qu'un lit se libère en psychiatrie » en étant soit « enfermées dans l'une des deux chambres d'isolement » soit, « contenues sur un brancard dans un couloir pendant parfois 72 heures, sans accès permanent et spontané à un point d'eau ni à des toilettes ». En regardant dans les autres services, les contrôleurs auraient vu que l'attente en brancard dans les couloirs est le lot de l'ensemble des malades au CHM.

Si la CGLPL n'annonce aucune solution, rappelons que, à l'image de la prison mais dans un projet plus avancé, un 2^{ème} établissement hospitalier est annoncé à Combani, où [56 lits de psychiatrie](#) sont annoncés.



En 2022, 3.317 enfants sont passés par le CRA, d'où la présence de jouets

64% des placements nationaux en CRA

Enfin, une équipe de sept contrôleurs a visité toujours de manière inopinée, du 9 au 13 octobre 2023, le **centre de rétention administrative (CRA)** de Pamandzi (140 places), les deux **locaux de rétention administrative (LRA)** à Pamandzi (les LRA STPAF et Zone 7), le **centre d'évaluation sanitaire initiale (CESI)** implanté au sein de l'ancien hôpital de Dzaoudzi ainsi que le LRA attendant dit « le LRA CESI ». Deux visites de nuit, l'une au CRA, l'autre au CESI, ont été effectuées le 12 octobre 2023.

Là, ça cingle encore : « Les contrôleurs ont relevé une forte dégradation des conditions de privation de liberté et de prise en charge des personnes retenues depuis la visite de 2016 alors que les constats étaient déjà alarmants ». Les constats sont les mêmes que pour la Défenseure des droits : Les mesures d'éloignement se font « sans vérification de la situation personnelle des intéressés », et le rattachement arbitraire d'enfants à des adultes non apparentés pour les raccompagner aux Comores se poursuit. Pourtant, cette pratique avait fait l'objet d'une condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) le 25 juin 2020.

En 2022, presque 29.000 personnes dont 3.317 enfants, ont intégré le CRA ou un LRA, soit 64 % des placements en rétention sur le territoire français

et 97,25 % s'agissant des mineurs. La durée moyenne de séjour était de 1,31 jour en CRA et de moins de 24h en LRA.

Si la CGLPL se dit consciente que « Mayotte cumule des difficultés démographiques, économiques et sociales », son analyse ne vise que le système dérogatoire à l'accès à la nationalité française, jugeant qu'« il porte en germe des risques d'atteintes aux droits fondamentaux », sans chercher à émettre un comparatif avec les autres infrastructures, comme les systèmes scolaire, universitaire, hospitalier, qui sont pourtant également engorgés.

Et qui devrait l'inciter à pointer comme elle le fait « de graves atteintes aux droits à Mayotte », mais pour évoquer aussi le seul département où les titres de séjour sont territorialisés, ne permettant pas de quitter le territoire, dans un contexte migratoire obligeant à prendre en charge l'ensemble des Comores sur 374 km². Les infrastructures sont dès lors sous-dimensionnées, expliquant le constat qu'ont dressé ses contrôleurs.

Dominique Simonnot a adressé ses observations au ministre de la Justice et au Premier ministre dans un courrier où elle demande de garantir à Mayotte « une action publique respectueuse du droit interne et des engagements internationaux de la France. »

Anne Perzo-Lafond.

Éducation : Changement de braquet dans la lutte contre l'illettrisme



L'aboutissement d'un travail de plus d'un an entre tous les partenaires

A l'inefficacité d'hier répond un Schéma de prévention et de lutte contre l'illettrisme 2025-2033, donc sur 9 ans, et son premier Plan 2025-2027 doté de près de 10 millions d'euros. L'aboutissement d'un travail d'un an, avec des partenaires déterminés à étoffer les actions dans leur domaine

A force de ressasser les mêmes chiffres, essentiellement fournis par les Journées Défense et Citoyenneté (JDC), de ne pas procéder aux bilans des actions, la démotivation pointait chez les acteurs de la lutte contre l'illettrisme et les médias qui attendaient des avancées surtout de la part de la Plateforme de lutte contre l'illettrisme. Et on se disait que finalement, le meilleur plan de lutte contre ce fléau était l'annonce ministérielle de l'enveloppe de [500 millions d'euros pour les constructions scolaires](#), qui permettra si elles se concrétisent, d'intégrer dans le système scolaire les 6.000 à 10.000 enfants du territoire qui n'y sont pas inscrits faute de place.

Heureusement, les choses ont changé. Sous l'impulsion de Kristel Bianchi, Coordinatrice régionale de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), c'est un Schéma sur 9 ans qui vient d'émerger : « La lutte contre l'illettrisme a traversé une période de creux, nous n'avions pas d'évaluation des Plans menés, essentiellement en raison du turnover. Aujourd'hui nous signons un Schéma de prévention et de lutte contre l'illettrisme 2025-2033, donc sur 9 ans, comprenant 3 plans de 3 ans, qui va permettre d'adapter à chaque fois le plan suivant au nouveau contexte. »

Le budget prévisionnel du premier Plan 2025-2027 de 9,3 millions d'euros, cofinancé majoritairement par l'Etat et le conseil départemental, va permettre 5 grandes avancées.

D'abord d'avoir une gouvernance partagée entre l'Etat, le conseil départemental, le rectorat, AKTO, la Plateforme de lutte contre l'illettrisme et l'Analphabétisme, pour ne citer que les plus importants, et Dieu sait si, à Mayotte, la gouvernance est

primordiale.

« Comprendre ce qu'apprend mon enfant »

Ensuite, de sensibiliser et professionnaliser les acteurs, « notamment les travailleurs sociaux pour mieux orienter ensuite les usagers ». Troisièmement, désécuriser les parcours et donc l'employabilité. A ce sujet, l'Association Nationale pour la Formation permanente du personnel Hospitalier (ANFH) a mené un programme d'actions d'un million d'euros au CHM pour accroître les compétences et faire évoluer les agents, notamment de catégorie C, ils sont 313 à en avoir bénéficié.

Le Plan va aussi permettre de travailler sur ce grand mot qu'est la cohésion sociale, « une partie est pilotée par le rectorat de Mayotte en développement des écoles des parents, en signalement des décrocheurs scolaires, et en captation de ceux qui ont été repérés lors des JDC ». A ce sujet, le recteur

Jacques Mikulovic présent lors de la signature ce mercredi, invitait les collectivités à travailler en partenariat pour le développement des écoles des parents. Un reportage dans l'une d'entre elle mettait en évidence le témoignage d'un papa qui disait être là pour « comprendre ce qu'apprend mon enfant ». Toujours dans le cadre de la cohésion sociale, la Plateforme de Lutte contre l'illettrisme et l'Analphabétisme (PLIA) doit proposer un parcours de 12 heures aux jeunes n'ayant jamais été scolarisé.

Enfin, dernier axe, transversal celui-ci, c'est-à-dire qu'il va bénéficier aux 4 autres, une personne sera recrutée au sein de la PLIA pour orienter au mieux les usagers en fonction de leur degré de difficultés et sera le ou la secrétaire du Plan.

Doter l'Université d'un département des langues régionales

« Les actions inscrites pour 2025 sont sécurisées », rassure Kristel Bianchi, pour qui la vraie révolution c'est le travail qui a mené à cette signature du jour : « C'est l'aboutissement d'un an de travail avec tous les acteurs en charge de l'illettrisme aujourd'hui présents. Beaucoup de réunions pour s'assurer que ce Plan soit celui du



Jacques Mikulovic invitait les collectivités à développer les écoles des parents

territoire et soit bien l'expression des besoins remontés par chacun. »

Revenant sur le contexte du taux de jeunes à 70% en difficulté de lecture, le préfet François-Xavier Bieuville rappelait les difficultés de ceux qui en sont victimes, « pris dans une contradiction entre progrès et tradition » et invitait à préserver la tradition tout en préparant les jeunes à la modernité, « et c'est l'objectif de ce Schéma. On voit ce qu'il permet, cet homme à l'école des parents qui veut se réapproprier sa parentalité ».

Il est un autre acteur qui évolue entre tradition et modernité, c'est le recteur

Jacques Mikulovic, qui disait travailler sur les langues maternelles pour évoluer vers une meilleure maîtrise du français : « Nous travaillons avec l'association Shime sur l'élaboration de fiches comparative de mots en shimaore et en français. » Comme nous le réclamons de longue date, avant d'arriver à l'enseignement du shimaore, l'élaboration d'un contenu pédagogique fixant les règles de la langue doit être finalisé, mais il faut aussi se doter d'enseignants à même de le transmettre. « A ce sujet, il faudrait que le conseil départemental accompagne la mise en place d'un département des langues régionales à l'Université de Mayotte, il faut se doter d'enseignants spécialisés ».

Sur un département français, la maîtrise de la langue est indispensable soulignait le préfet, « pour assurer ses devoirs de citoyens en allant voter, mais aussi comprendre ce qui se passe autour de nous, et parvenir à ce que les jeunes respectent la loi ».

Laissons au recteur le mot de la fin, « avec ce que nous mettons en place, peut-être qu'un jour les jeunes préféreront le stylo pour s'exprimer que tout autre chose qui perturbe la paix publique ».

Anne Perzo-Lafond.



Toutes vos annonces en ligne à la demande







Flashez le QR code pour installer l'application JDM sur votre Smartphone Android

Sécurité : Le CMR de Kahani de nouveau caillassé mardi soir



Mardi soir, le Centre médical de référence de Kahani a de nouveau été assailli par des jeunes munis de pierres qui caillaissaient l'établissement de santé.

de sécurité du Centre médical de référence (CMR) de Kahani a été surpris par trois jeunes qui jetaient des projectiles sur l'établissement de santé.

Mardi soir, peu avant 23h, l'agent

D'après nos informations, les jeunes

ont jeté des pierres en direction de l'enceinte du CMR. Interrogé, le Chef d'escadron de la gendarmerie nationale, Bertrand Bidet, confirme que lorsque la patrouille de la gendarmerie est arrivée sur les lieux, les trois jeunes avaient déjà pris la fuite et cela, « sans faire de dégâts ». Par ailleurs, sur l'axe routier qui conduit au centre de santé, les gendarmes ont constaté la présence d'une « barricade non enflammée », « dégagée rapidement » et « sans incident » par les forces de sécurité. Si l'événement a conduit à plus peur que de mal, les gendarmes restent vigilants sur le secteur de « Kahani, Ouangani, Barakani » (mentionné comme tel) relativement agité ces dernières semaines, à l'approche des prochaines vacances scolaires, estiment-ils.

[Le 5 juin dernier](#), le CMR avait déjà été déjà caillassé par six jeunes, cagoulés, armés de pierres, machettes et barres de fer. Ce nouvel incident s'inscrit également dans un contexte déjà tendu au sein des maternités du Centre hospitalier de Mayotte, où certains agents avaient fait valoir leur droit de retrait pour dénoncer une surcharge de travail au sein des maternités de Mamoudzou et de Kahani, face à la fermeture des maternités de Dzoumogné et Mramamadou depuis bientôt deux ans.

Mathilde Hangard.





CSSM
CAISSE DE SÉCURITÉ
SOCIALE DE MAYOTTE

Une volonté d'agir
pour Mayotte

www.cssm.fr



LE GRAND RENDEZ-VOUS DES INDEPENDANTS DE MAYOTTE

Pour un avenir sécurisé, découvrez vos droits
& protection pour tous !



14 DÉCEMBRE 2024 - 8H-12H00
📍 MAMOUDZOU - PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

RETRAITE DE BASE | RACHAT DE TRIMESTRES RETRAITE |
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES MALADIE, MATERNITÉ ET PATERNITÉ |
PRIME D'ACTIVITÉ | AIDE À L'ACQUISITION D'ÉLECTROMÉNAGERS |
AIDE PERSONNELLE AU LOGEMENT | ETC...

Urssaf
Au service de notre protection sociale

Environnement : « Aux arbres citoyens » : premiers coups de pioche des 4.000 plantations à Mayotte



Deux première journées de plantation avec les jeunes du Service national universel

On se souvient que l'association Les Naturalistes de Mayotte avait été lauréate en 2022 dans le cadre d'une émission intitulée « Aux Arbres Citoyens ! » diffusée sur France 2, en partenariat avec France Nature Environnement, récipiendaire des fonds.

Le projet de l'association porte sur la restauration écologique d'une zone périurbaine particulièrement menacée : le bassin versant de la Gouloué, l'une des rivières les plus importantes de Mayotte. Il s'agit d'un secteur où l'on retrouve des ripisylves (arbres présents en bords de cours d'eau) ainsi que des forages et captages en eau potable, « largement déboisé et à fort développement urbain, agricole, démographique », et ceci malgré un arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique l'instauration de périmètres de protection autour des captages. Deux hectares sont concernés par ce reboisement avec un total de 4.000 plants. « L'enjeu est de restaurer des écosystèmes arborés afin qu'ils puissent remplir leur rôle multifonctionnel en termes environnemental, économique et social », indique l'association.

Car le déboisement de la forêt, attaquée

chaque année, met en péril l'écosystème de l'île, et menace la pluviométrie, donc la capacité de stockage de l'eau potable. « Le rôle de l'arbre est effectivement indispensable dans le cycle de l'eau à partir des feuilles qui réalisent de nombreux échanges gazeux et libèrent de la vapeur d'eau à l'origine des nuages de pluie, mais également à partir des racines qui permettent aux eaux de pluies de pénétrer dans le sol afin d'alimenter nappes souterraines et rivières ».

L'objectif est à la fois de préserver la régénération naturelle en zone naturelle dégradée et à proximité des cours d'eau, et de développer l'agroforesterie en plantant différentes essences d'arbres et arbustes sur les terres agricoles afin de diversifier la production agricole et de tirer les bénéfices des services rendus par les arbres.

L'association s'est donc associée avec plusieurs propriétaires et exploitants des parcelles autour des forages de la Gouloué afin de leur fournir des arbres et arbustes fruitiers, pour en échange planter des essences indigènes de Mayotte aux abords de la Gouloué. Les premières opérations de plantation ont

commencé durant ce mois de novembre : plus de 1.700 plants ont été acheminés dont 1.300 arbres et arbustes fruitiers (14 espèces différentes) fournis à quatre exploitants agricoles et 400 pieds d'espèces indigènes (six espèces différentes).

Les premiers chantiers se sont déroulés en partenariat avec la DRAJES de Mayotte et les jeunes du SNU : deux journées de plantation ont été réalisées, permettant de sensibiliser plus de 70 jeunes aux services indispensables rendus par l'arbre et notamment son rôle primordial dans la préservation de la ressource en eau douce à Mayotte. Le projet se poursuit jusqu'en 2026.



L'AFD recrute !

L'agence française de développement, pour sa direction régionale Océan Indien, recrute (poste basé à Mayotte, au sein de l'agence AFD de Mamoudzou), un.e

CHARGÉ.E DE GESTION FINANCIÈRE

Missions :

- Assurer les versements sur les financements accordés par l'AFD
- Assurer le suivi des prêts et contribuer au pilotage du portefeuille
- Contribuer au recouvrement des échéances de prêt

Profil recherché :

- Bac +2/3 en comptabilité / banque / finance
- 5 ans d'expérience minimum
- Autonomie, rigueur, réactivité

Procurez-vous l'offre détaillée en écrivant à : afdmamoudzou@afd.fr

Culture : Le M'Biwi et la poterie traditionnelle mahoraise brillent à Paris



La délégation mahoraise en présence de la Ministre de la culture, pour la distinction du m'biwi et la poterie traditionnelle mahoraise comme patrimoine culturel immatériel

Lors d'une cérémonie présidée par Rachida Dati, Ministre de la Culture, à Paris, le 25 novembre, le mbiwi et l'art de la poterie traditionnelle ont été célébrés comme des trésors culturels à préserver.

Comme nous l'avions annoncé, Mayotte est désormais le seul territoire de France à avoir deux de ses pratiques inscrites à l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel.

Raconter l'âme de Mayotte

Parmi les 27 lauréats venus de toute la France, seule la délégation mahoraise a été distinguée à deux reprises : une première pour le m'biwi, danse traditionnelle de Mayotte réservée aux femmes, et une seconde pour la poterie traditionnelle mahoraise. Le mbiwi, pratique musicale et dansée, ancrée dans la culture mahoraise, et l'art de la poterie traditionnelle,

savoir-faire ancestral perpétué par des générations d'artisans locaux, rejoignent désormais les 546 éléments de l'inventaire national. Ces certificats, remis par la Ministre de la Culture, Rachida Dati, honorent des pratiques qui incarnent l'identité culturelle de Mayotte.

Cinq années de travail récompensées

La délégation mahoraise présente pour l'occasion était conduite par la 4ème vice-présidente en charge des Sports, de la Culture et de la Jeunesse au Département, Zouhourya Mouayad Ben, était composée de : Faridy Attoumane, Délégué de Mayotte à Paris, Maoulana Andjilani, DGA Services à la population, Hidaya Chakrina, Directrice de la Culture et du patrimoine de 2016 à 2021, et Moinaydi Assani, médiatrice culturelle. Pour ces acteurs, ces récompenses sont le fruit d'un travail « acharné » depuis

cinq ans, ayant nécessité de réaliser des recherches et des travaux sur le terrain, auprès d'acteurs locaux impliqués dans le mbiwi et la poterie. D'après la délégation, ce travail s'est également appuyé sur les travaux de l'anthropologue Eléna Bertuzzi.

« La culture en ruralité n'a pas attendu le Ministère de la Culture »

Lors de la cérémonie, la Ministre de la culture a rappelé l'universalité des pratiques culturelles rurales : « La culture en ruralité n'a pas attendu le Ministère de la Culture. » Ces distinctions marquent une étape historique dans la promotion du patrimoine immatériel de Mayotte, en partageant ses traditions, non figées, comme des témoignages encore vivants de son histoire et de sa créativité.

Mathilde Hangard.

ANNONCES LÉGALES

Le Journal de Mayotte (lejournaldemayotte.yt), édité par la SARL BARA, 1 pointe de Kounkou, Le Belvédère, 97600 Kounkou, est habilité par l'arrêté préfectoral n°2022-CAB-1531 du 27 décembre 2022 à publier les annonces judiciaires et légales pour l'année 2023 et pour le département de Mayotte.

Selon l'arrêté du 14 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2022 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces légales, le tarif du caractère pour l'année 2024 est fixée à 0,204 euros hors taxe à Mayotte

Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les annonces suivantes font l'objet en 2024 d'une tarification forfaitaire, selon les modalités suivantes.

Les tarifs applicables à Mayotte sont :

- Constitution de Société anonyme (SA): 453 euros
- Société par actions simplifiée (SAS): 226 euros
- Constitution de Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) : 162 euros
- Constitution de Société en nom collectif (SNC): 252 euros
- Constitution de Société à responsabilité limitée (SARL): 168 euros
- Constitution de Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entre- prise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) : 143 euros
- Constitution de Société civile (à l'exception des sociétés civiles à objet immobilier) : 255 euros
- Constitution de Société civile à objet immobilier (dite « société civile immobilière », SCI) : 217 euros
- Acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales et des sociétés civiles : 175 euros
- Avis de clôture de la liquidation des sociétés commerciales et des sociétés civiles : 125 euros
- Jugements d'ouverture des procédures collectives : 75 euros - Jugements de clôture des procédures collectives : 41 euros
- Changement de nom patronymique : 56 euros

Publication des annonces
légales
annonce-legale@
lejournaldemayotte.com



CAGNM - Communauté d'Agglomération du Grand Nord de Mayotte (976)
238 RUE DE L'HOTEL DE VILLE
97650 BANDRABOUA

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE TRAVAUX

Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Communauté d'Agglomération du Grand Nord de Mayotte (976)

Numéro national d'identification :

Type : SIRET - N° : 20006046500016

Code postal / Ville : 97650 BANDRABOUA

Groupement de commandes : non

Section 2 : Communication

Moyens d'accès aux documents de la consultation

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Identifiant interne de la consultation : 2024-16-MAPA

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non

Nom du contact : BACAR Ben Bacar - Tél : +33 639091781 - Mail : ben-bacar.

bacar@cagnm.yt

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : Voir les conditions/moyens de preuve dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

Capacité économique et financière : Voir DCE

Capacités techniques et professionnelles : Voir DCE

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : Mercredi 15 janvier 2025 - 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : non

Possibilité d'attribution sans négociation : oui

L'acheteur exige la présentation de variantes : non

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : Travaux d'aménagement d'un point de vue plage de mtsanga mtiti à Longoni

Classification CPV : 45112700

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : La présente consultation concerne : Travaux d'aménagement d'un point de vue plage de Mtsanga mtiti à Longoni.

Lieu principal d'exécution : Longoni 97600 KOUNGOU

La consultation comporte des tranches : non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non

Marché alloti : oui

Section 5 : Informations sur les lots

LOT :

LOT 1 - TRAVAUX PREPARATOIRES-TERRASSEMENTS
 GENERAUX-OUVRAGE - ENROCHEMENT PERCOLE
 Classification CPV : 45112500
 Lieu d'exécution du lot : Longoni
 97690 KOUNKOU
 LOT :
 LOT 2 - STRUCTURES, REVETEMENTS, BORDURES ,
 ASSAINISSEMENT DES E.P ET SIGNALISATION
 Classification CPV : 44112200
 Lieu d'exécution du lot : Longoni
 97690 KOUNKOU
 LOT :
 LOT 3 - ECLAIRAGE SOLAIRE - BELVEDERE (STRUCTURE
 METALLIQUE /BOIS)-GARDE CORPS
 Classification CPV : 09332000
 Lieu d'exécution du lot : Longoni
 97690 KOUNKOU
 LOT :
 LOT 4 - AMENAGEMENTS PAYSAGERS
 Classification CPV : 45112700
 Lieu d'exécution du lot : LONGONI
 97690 KOUNGOU

Section 6 : Informations complémentaires

Visite obligatoire : non

Date d'envoi du présent avis

27 novembre 2024



Ville de M'tsangamouji (976)

1 place de la Mairie
 97600 M'tsangamouji

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE TRAVAUX

Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Ville de MTsangamouji (976)
 Numéro national d'identification :
 Type : SIRET - N° : 20000882900018
 Code postal / Ville : 97600 M'tsangamouji
 Groupement de commandes : Non

Section 2 : Communication

Moyens d'accès aux documents de la consultation
 Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>
 Identifiant interne de la consultation : 2022/42a45
 L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui
 Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non
 Nom du contact : Tchico SOUFFOU - Tél : +33 639991508 -
 Mail : dst@mairiedemtsangamouji.fr

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte
 Conditions de participation :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant: Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers
 Capacité économique et financière : Indications concernant le chiffre d'affaires annuel spécifique aux prestations objet du marché sur 3 ans.
 Capacités techniques et professionnelles : Mention des références travaux sur une période de 2 ans.
 Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et le nombre de cadres pendant les trois dernières années.
 Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché.
 Technique d'achat : Sans objet
 Date et heure limite de réception des plis : Lundi 30 décembre 2024 - 12:00
 Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite
 Réduction du nombre de candidats : Non
 Possibilité d'attribution sans négociation : Oui
 L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : Sécurisation de 1 exutoire - Relance
 LOT 3

Classification CPV : 45252125

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Annonce dérivée - Annonce dérivée - Annonce dérivée suite à une résiliation du LOT3- Travaux de sécurisation de 4 exutoires d'eaux pluviales - Relance LOT 3 Exutoire R392 à Chembenyumba
 Lieu principal d'exécution : Chembenyumba - 97650 M'tsangamouji

Durée du marché (en mois) : 2

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 : Informations sur les lots

LOT :

Exutoire R262

Classification CPV : 45252125

Lieu d'exécution du lot : 97650 M'tsangamouji

LOT :

Exutoire R295

Classification CPV : 45252125

Lieu d'exécution du lot : 97650 M'tsangamouji

LOT :

Exutoire R392

Classification CPV : 45252125

Lieu d'exécution du lot : 97650 M'tsangamouji

LOT :

Exutoire R202

Classification CPV : 45252125

Lieu d'exécution du lot : 97650 M'tsangamouji

Section 6 : Informations complémentaires

Visite obligatoire : Non

Date d'envoi du présent avis

27 novembre 2024



**Ville de Dzaoudzi-Labattoir
(976)**
Rue de l'Hôtel de Ville
BP 93
97610 Labattoir

AVIS DE MARCHÉ SERVICES

Pouvoir adjudicateur

Commune de Dzaoudzi-Labattoir (976)
Moidjoumoi MALIDI
97610 Labattoir
Tel : +33 269601175. Fax : +33 269600436. E-mail :
moidjoumoi.malidi@ccpt.yt
Adresse internet :

Objet du marché

Le marché a pour objet la refonte du site internet de la
Ville de Dzaoudzi
Caractéristiques
Type de procédure : Procédure adaptée - Ouverte.

Lots

LOT N° 1 :
Description succincte
Refonte du site internet
LOT N° 2 :
Description succincte
Rédaction de contenus

Durée du marché

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble
des prestations est de 24 mois.

Modalités d'attribution

Chaque lot sera attribué à un seul opérateur
économique.

Date limite

Date de clôture : Vendredi 17 janvier 2025 - 12:00

Date d'envoi du présent avis

27 novembre 2024



Les Eaux de Mayotte (976)
ZI KAWENI BP 289
97600 Mamoudzou

AVIS RECTIFICATIF TRAVAUX

Section 1 : Références de l'avis initial

Annonce N° 24-125609
Mise en ligne sur du 2024-11-05 au 24/11/2024

Section 2 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Les Eaux de Mayotte (976)
Numéro national d'identification :
Type : SIRET - N° : 20009346600015
Code postal / Ville : 97600 Mamoudzou
Groupement de commandes : non

Section 3 : Identification du marché

Intitulé du marché : Remise en service de la chaîne de
refoulement de Sada 3000
Classification CPV : 45240000
Type de marché : Travaux
Description succincte du marché : La présente
consultation concerne le marché de travaux en vue de la
remise en service de la chaîne de refoulement alimentant
le réservoir Sada 3000.
Les ouvrages, intéressants le présent marché, sont la
station de pompage (en face de la gendarmerie de Sada)
et le réservoir de 3000 m3, réalisés entre 2017 et 2018.
Les travaux consistent en la finalisation des travaux
réalisés à l'époque et la réalisation de l'ensemble des
essais en vue d'une mise en service des ouvrages.

Section 4 : Informations rectificatives

Rectification
Renseignements relatifs aux rectifications du marché et/
ou des lots : La date de clôture de la consultation est
reportée au 16
décembre 2024 à 12h00.

Date d'envoi du présent avis

27 novembre 2024

PEPITES OPTIMUM

SAS au capital de 4.000€
Siège social : 303 AVENUE DE LA MAIRIE,
97630 MTSAMBORO
882 844 384 RCS de MAMOUDZOU

Le 23/08/2023, l'AGO a décidé de nommer président, M. Imam hadad ibn FOUNDI 108 route départementale, 97630
MTSAMBORO en remplacement de M. Laidine MOUZIDALLIFA.
Mention au RCS de MAMOUDZOU